



IRLANDE

ÉLARGIR LE DÉBAT

Fin 2007, l'Irlande annonçait son intention d'élaborer sa seconde politique nationale de l'architecture. Quelques mois plus tard, le pays entrait en récession. Mais cela ne l'a pas empêché d'aller de l'avant, raconte le responsable principal.

Christine Lanthier

L'économie irlandaise prend du mieux depuis deux ans, mais les cinq années précédentes ont été difficiles. Entre 2007 et 2012, le taux de chômage national a triplé, tandis que la valeur des maisons a fondu du tiers. « Nous avions pratiquement arrêté de construire. Des projets étaient annulés, des bâtiments étaient laissés à l'abandon », se souvient Martin Colreavy, conseiller principal pour la politique de l'architecture et le patrimoine bâti au ministère irlandais des Arts et du Patrimoine.

Malgré tout, un comité s'est mis au travail et une deuxième édition de la politique nationale de l'architecture a été lancée pour la période 2009-2015*. « Je ne veux pas laisser entendre que tout a été facile, nuance-t-il. Parfois, en période de récession, les politiques n'obtiennent pas toute l'attention qu'elles mériteraient. C'est toujours un défi. » →



Opéra de Wexford, Keith Williams Architects et The Office of Public Works
Photo: Ros Kavanagh

Musée médiéval de Waterford, Waterford City Council
Architects – Rupert Maddock, Bartosz Rojowski, Agnieszka Rojowska
Photo: Philip Lauterbach – plpix.com

Selon toute logique, l'accent a été mis sur l'optimisation du parc immobilier existant plutôt que sur la construction neuve. « En Europe, tout le monde est préoccupé par la question de l'énergie : on ne veut pas vivre trop loin des agglomérations, car cela revient plus cher. Et quand une récession frappe, les gens cherchent à économiser. Or, le développement durable, l'efficacité énergétique, l'aménagement urbain et la densification tombent sous le sens d'un point de vue économique. »

Dans cet esprit, le gouvernement a publié un guide sur la planification des zones de commerce de détail qui prône l'établissement des magasins au centre des villes plutôt qu'en périphérie. Une autre de ses publications traite de la réhabilitation des bâtiments patrimoniaux. « En Irlande, beaucoup de ces bâtiments sont inoccupés en raison d'une loi qui limite les interventions sur les immeubles protégés. Nous révisons actuellement cette loi pour favoriser leur réutilisation. Nous avons aussi élaboré des lignes directrices sur l'efficacité énergétique des vieux bâtiments et nous travaillons à l'adoption d'une réglementation en ce sens. »

VISION D'ENSEMBLE

Les 45 actions de cette politique de l'architecture se divisent en quatre grands thèmes : la recherche sur l'environnement bâti, la qualité architecturale, l'aménagement et l'urbanisme de même que la sensibilisation du public. « En 2002, quand nous avons élaboré notre première politique, nous nous préoccupions surtout de la qualité des bâtiments. La seconde politique se veut beaucoup plus large. C'est en fait une politique sur l'environnement bâti. »

Ainsi, en 2012, cette deuxième mouture a permis le financement d'une charrette d'architecture et de design portant sur le réaménagement d'un site industriel vacant dans la ville de Kilkenny. « Ce projet complexe mettait en cause le centre historique de la ville, des problèmes de circulation et le développement de nouvelles



Opéra de Wexford,
Keith Williams Architects et
The Office of Public Works
Photo: Ros Kavanagh



zones. Nous avons aidé la Ville à trouver des solutions en réunissant des experts et en utilisant les lignes directrices que nous avions élaborées. »

Les mesures comprises dans la politique sont essentiellement volontaires, mais les acteurs concernés y adhèrent avec enthousiasme, estime Martin Colreavy. Dans les municipalités, leur promotion est assurée par les architectes en chef. Dans le secteur privé, les avantages ont été perçus dès le départ. Les firmes d'architecture ont vu la politique « comme un cadre permettant de sensibiliser leurs clients à l'importance de la qualité. »

Et le grand public ? Plus de la moitié des 45 actions le concernent – on parle d'expositions, de sites Web et de contenu pédagogique portant sur l'architecture –, le but étant de générer une demande pour la qualité architecturale. « Aucun indicateur ne nous permet de savoir si la perception du public a changé à cause de la politique nationale de l'architecture, admet le fonctionnaire. La popularité des émissions de télévision sur l'architecture et la rénovation a probablement plus d'impact. Nous étudions d'ailleurs la possibilité de financer ce type de production. Il nous reste beaucoup de travail à faire pour améliorer la perception de ce qu'est l'architecture. » ☐

**Government Policy on Architecture 2009 – 2015. Towards a Sustainable Future: Delivering Quality within the Built Environment*